DÉCLARATION LIMINAIRE DU BLOC NATIONAL DES ÉTUDIANTS CONTRE L'INJUSTICE ET L'IMPUNITÉ

Chers amis de la presse !!

Camarades membres et sympathisants (es) du BNECI !!

Camarades étudiants et étudiantes !!

Le jeudi 21 septembre 2017, le camarade Secrétaire Général du BNECI OUEDRAOGO Philippe a été cité à comparaître par devant le tribunal de grande instance de Ouagadougou pour des faits supposés de complicité de diffamations et d'injures dans la mise en circulation d'un enregistrement téléphonique d'une supposée conversation privée entre dame Safiatou LOPEZ et sieur NOGO Idrissa.

Comme tout citoyen Burkinabè ayant un compte Facebook, c’est sur ce réseau social que chacun de nous a eu écho de cet enregistrement sonore entre les deux cités plus haut.

Sachant que les réseaux sociaux sont un moyen de communication, les enregistrements dont nous qualifions de « sauvages » ont fait le tour des différents profils Facebook et même certains médias ont eu à faire cas de ces enregistrements. Cependant, ces enregistrements soulèvent bien d’interrogations qui sont toutes légitimes.

• D'où proviennent les enregistrements ?

• Qui est l’auteur de la publication de l’enregistrement et à quelle fin ?

• Où et quand ces échanges entre ces deux personnes ont-ils eu lieu ?

• Pourquoi les accusateurs n’ont-ils pas porté plainte contre certaines personnes et certains médias qui ont eu à publier ou partager ces supposées conversations téléphonique ?

• Pourquoi tant d'acharnement sur notre camarade SG qui a vu ces enregistrements sur les réseaux sociaux comme tout le monde d'ailleurs ?

• Cette plainte ne serait-elle pas une sorte d'intimidation contre notre jeune camarade vu son engagement et son refus de suivre les pseudo-OSC?

En tout état de cause, le camarade SG ne se reproche rien et fera face à ces détracteurs et dispose suffisamment de preuves pour se défendre au tribunal.

C’est pourquoi, le BNECI tient à attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur ce procès qui s'annonce comme un règlement de compte entre des OSC rivales à savoir le "réseau Dignité" et la "coalition Bori Bana" dont notre camarade n’a eu le malheur de publier une capture sur le réseau social Facebook.

Par ailleurs, notre structure apporte tout son soutien indéfectible au camarade SG et souhaiterait par la même occasion que la justice réclame les dents de la panthère à celui qui a mangé la tête dans ce procès encore appelé "Procès du ventre".

Nous invitons donc la justice Burkinabè à se défaire de toute complaisance, de tout acharnement politique et de manipulation afin que ce procès dit de « ventre » soit juste, transparent et équitable pour le bonheur de tous.

Dans ce même contexte, notre regroupement tient à rappeler à la justice que des crimes de sang et économiques restent toujours impunis à savoir les dossiers DABO Boukary, Thomas SANKARA Norbert ZONGO et bien d’autres de crimes économiques..

Le BNECI exhorte la justice burkinabè à se pencher sérieusement sur ces dossiers emblématiques pendants afin de soulager les familles des victimes plutôt que de s'attarder sur des querelles intestines des OSC.

Chers amis de la presse !!

Camarades étudiants (es)

Autrefois, l'Université qui se présentait comme le temple du savoir à travers l'acquisition et le renforcement des capacités intellectuelles est aujourd'hui perçu comme un véritable mouroir qui forme des potentiels chômeurs.

.

C'est aujourd'hui connu de tous, il faut au minimum passer 5 longues année à l'Université avant de prétendre avoir une licence qui ne correspond pas au besoin du marché de l'emploi. La conséquence est nette, un flux massive vers la fonction publique qui est devenue le seul recours pour la majorité d'entre nous.

Pour nous, les problèmes liés au système éducatif de notre pays n'est rien d'autre qu'un manque de volonté politique. L'on se souvient fraîchement des promesses de campagne en matière de refondation de l'éducation: zéro école sous paillote, éducation pour tous, connexion à haut débit dans les universités, chaque étudiant sera muni d'un ordinateur, etc. mais qui demeurent utopique jusqu'à ce jours.

Avec une capacité d'accueil très faible soit 15.000 places pour près de 80.000 étudiants, on ne peut que s'attendre à des résultats catastrophiques qui ne reflètent en rien le niveau réel des étudiants.

Ces chiffres pléthoriques qui inquiètent peu nos gouvernants alors que la diaspora Burkinabè vivant en Côte d'ivoire seulement annonce 3000 bacheliers associés aux nationaux pour cette année 2017 et au même moment l'année universitaire 2015-2016 est toujours en cours. Quel véritable capharnaüm universitaire?

Nous voici à la veille de la rentrée universitaire et aucune promesse en terme de réfection des cités universitaires, de la mise en circulation des bus pour assurer le transport des étudiants, de l'ouverture de l'Université Ouaga II ne semblent préoccuper les plus hautes autorités du pays.

Camarade Étudiants(es)

Il y'a quelques mois de cela, le BNECI avait entreprit des démarches auprès de l'Office Nationale du Baccalauréat, de la direction générale de la police, de la mairie de Ouagadougou et auprès du ministère de l'enseignement supérieur afin qu'ils se penchent sur les problèmes de législation et d'obtention des diplômes définitifs du baccalauréat étranger en particulier celui de la côte d'ivoire.

Nous avions été reçu en audience le 21 juin dernier par le ministre en charge de ce département au cours de laquelle des promesses ont été faites en ce sens. Mais au regard de la lenteur dans le processus, nous avons adressé une note de rappel auprès dudit ministère le 28 août afin de nous enquérir de la situation. Fort heureusement, une réponse nous a été envoyé faisant état de la prise en compte de ce problème par les ministres en charge de l'éducation Ivoirienne et Burkinabè lors du dernier sommet de Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) tenu à Ouagadougou.

Mais depuis lors, les actions du ministère demeurent toujours verbales nous laissant dans une incertitude totale.

Camarades étudiants et étudiantes, face à l'insouciance de nos dirigeants actuels et à leur incapacité à apporter une réponses adéquate aux problèmes qui minent le monde universitaire en particulier et à l'éducation dans sa globalité, nous étudiants du BNECI, lançons un appel à l'ensemble de la classe politique, aux organisations de la société civile, aux structures estudiantines ainsi qu'a l'opinion publique à donner de la voix pour que la normalisation des années universitaires deviennent une réalité. Car on ne saurait parlé de développement sans un accent particulier sur l'éducation.

Nous rappelons aux dirigeants actuels que c'est l'argent du contribuable burkinabè qui les ont permis d'étudier dans des universités de renommée mondiale par le biais des bourses d'études qui, aujourd'hui sont quasiment impossible à avoir.

Vive une justice impartiale et équitable !

Vive un véritable système éducatif !

Vive les étudiants!

Vive le BNECI !